

# L'Initiative de Manille sur les droits des migrants climatiques

Nous, les membres des migrants et des organisations populaires et des groupes de la société civile, réunis à la Conférence internationale de solidarité sur les droits des migrants climatiques, tenue le 17-19 septembre 2019 afin de délibérer et partager des expériences, des réponses stratégiques et des points de vue sur les réalités de la crise climatique et ses liens avec les droits de l'homme, la justice sociale, la migration internationale, et le développement, reconnaissons par la présente que :

Le déplacement est l'apogée des pires conséquences du changement climatique. Des millions de personnes, au quotidien, principalement ceux qui vivent dans les pays du Sud, sont obligés de quitter leur domicile à cause d'une absence de choix en termes de survie économique et environnementale. En 2050, les Nations Unies estiment que près d'un milliard de personnes auront été déplacées par des raisons environnementales ;

La crise du climat est l'aboutissement de siècles de pillage des ressources et de destruction de la Terre par des nations et des sociétés riches. De nombreuses personnes sur le terrain, en particulier celles qui ont le moins contribué, voire pas du tout, aux causes de cette crise, en subissent les conséquences les plus dramatiques et cela a également aggravé leur exposition à une myriade d'iniquités structurelles. Ils perdent l'accès à leur terre, à leur source d'alimentation et d'eau et à d'autres moyens de subsistance, ainsi qu'à la capacité de les gérer.

L'intensification de la mondialisation néolibérale est la force motrice de cette crise. Les activités commerciales telles que l'exploitation minière à grande échelle, en particulier l'extraction de combustibles fossiles, les projets de grands barrages, l'exploitation forestière commerciale, et l'expansion des monocultures agricoles font empirer les causes du changement climatique et déplacent des centaines de millions de personnes, principalement les secteurs les plus marginalisés de la société tels que les peuples autochtones et les gens du milieu rural. Par conséquent, les droits humains des communautés sont continuellement enfreints, surtout le droit à un environnement sain et sécuritaire. Ceux qui font face aux répercussions et aux conflits sociaux qui se superposent sont souvent les femmes et les jeunes, y compris les membres du LGBTQI. L'impulsion pour agir n'a jamais été aussi urgente.

Il faut que les pays développés, dont la richesse et le progrès étaient fondés sur des histoires d'exploitation des ressources des nations conquises et du brûlage toujours aussi intense de combustibles fossiles pour produire de l'énergie, supportent le fardeau de l'action pour le climat. Cependant, il y a un manque d'engagement de ces gouvernements en raison du refus de reconnaître leurs responsabilités historiques et actuelles et des pressions vigoureuses des entreprises. Tandis que les sociétés et les institutions financières bénéficient du statu quo, les gouvernements et les organismes internationaux sont prédisposés à privilégier les propositions d'opérer « selon la politique de l'autruche » en se servant de fausses solutions à la crise climatique. Nous nous opposons fortement à ces mesures car elles ne répondent pas aux causes véritables du changement climatique et risquent de faire enrayer le peu de progrès réalisé dans la solution à apporter à cette catastrophe.

Compte tenu de ce qui précédent, nous :

Déclarons que la crise climatique est enracinée dans un système économique injuste caractérisé par l'extractivisme et l'accumulation de capital, sans égard pour les droits des personnes et les limites de la planète. Il est grand temps de remodeler nos économies et nos infrastructures financières à celles qui soutiendront la transformation des systèmes énergétiques en systèmes propres, renouvelables et démocratiques pour le peuple, qui réguleront la surproduction de produits de base et qui élimineront progressivement les industries extractivistes.

Exhortons les gouvernements et les agences intergouvernementales à reconnaître que le changement climatique sera le principal moteur des migrations et des déplacements de la population dans les prochaines années. En reconnaissance de leurs vulnérabilités spécifiques, nous demandons que les leaders prennent en compte les revendications des populations en première ligne, ainsi qu'ils protègent et défendent les droits des personnes déplacées dans les diverses plateformes de gouvernance et dans l'élaboration de politiques à la lumière de l'intensification des impacts de la crise climatique. Il est nécessaire que des protocoles et des lois soient mis en œuvre pour protéger les migrants climatiques, spécifiquement les peuples autochtones, les communautés rurales et les migrants, les femmes et les enfants ;

Tenons les pollueurs historiques pour responsables. Nous incitons les gouvernements et les sociétés qui ont profité de la consommation incessante de combustibles fossiles à des fins énergétiques de reconnaître leur dette écologique en adoptant une approche fondée sur les droits humains et respectueuse de la parité des sexes pour les mesures avancées contre le changement climatique et son impact sur les migrations humaines ;

Nous engageons à développer les capacités de la population sur le terrain, à renforcer la solidarité entre les communautés, les mouvements et les réseaux depuis le niveau local jusqu'au niveau mondial grâce au partage des connaissances et à soutenir les campagnes et autres initiatives de chacun. Les recommandations politiques factuelles issues de la recherche scientifique doivent être conçues en étroite collaboration avec les communautés et les secteurs de base.

Seul avec un plan global de restructuration de l'économie et de la société permettra d'instaurer la justice climatique. Il faut que l'on s'attaque aux causes profondes du changement climatique, des inégalités sociales et des injustices, ainsi que des déplacements forcés. ■